

Un gouvernement « de combat » peut-il oublier la mer ?

La place de la mer, l'attention portée aux sujets maritimes sont toujours un sujet scruté avec beaucoup d'attention par l'Institut Français de la Mer lors de la nomination d'un nouveau gouvernement : ceux qui prennent la responsabilité de conduire notre pays ont-ils conscience des richesses que l'océan, peut apporter à nos concitoyens ? Et en même temps, savent-t-ils sa fragilité et agiront-ils pour le préserver, en France comme sur la scène internationale ?

Notre doctrine, établie de longue date par l'un de nos groupes de réflexion, n'a pas variée : nous croyons nécessaires un ministère fort en charge de la mer ET, ce qui n'est pas contradictoire, un interministériel fort (Secrétaire Général de la Mer, membre du cabinet du Premier ministre). Nous sommes convaincus qu'un ministère de la mer cantonné inéluctablement à une partie trop limitée des sujets maritimes n'est pas la bonne solution. Et, à l'opposé, sans attacher plus de prix qu'il n'en faut aux symboles, l'absence de référence à la mer dans l'intitulé des fonctions des principaux ministres est toujours pour nous un signe négatif, que la présence d'un secrétaire d'Etat, fût-t-il bon connaisseur de nos sujets, ne saurait compenser.

La nomination du gouvernement conduit par Mr Vals ne donne pas, de ce point de vue, de grandes satisfactions. Nous nous sommes donc totalement associés au communiqué du Laboratoire de la Blue Society pour attirer son attention sur l'importance de se tourner résolument vers le large afin de sortir de la crise qui étouffe notre pays.

Ce communiqué, dont le texte est repris ici, par la variété de ses signataires est en lui-même un signe d'espoir : acteurs engagés de la science, de l'économie maritime, des associations, de la culture, du développement durable, de l'éducation, des loisirs, des médias, représentants des six marines y parlent d'une même voix, portent un même message sur l'Océan, ses richesses et sa protection. C'est un premier grand progrès. C'est une première victoire. Soyons de plus en plus nombreux à la partager, à en faire le combat de toute la nation !

Eudes Riblier

L'Océan : terre d'ambition et d'espoir pour un gouvernement de combat

“Les larmes de nos souverains ont le goût salé de la mer qu'ils ont souvent ignorée”

Richelieu

Nous, les membres du Laboratoire de la Blue Society -acteurs engagés de la science, de l'économie maritime, des associations, de la culture, du développement durable, de l'éducation, des loisirs, des médias-, convaincus que l'Océan recèle des réponses exceptionnelles aux défis de notre pays, de l'Europe et de l'humanité toute entière, appelons le nouveau gouvernement à se tourner résolument vers la mer pour y chercher des réponses aux défis du climat et de la biodiversité, de l'eau et de l'énergie, des matières premières et de la nourriture, de la santé, de l'économie et de l'emploi, de la paix.

L'Océan est à l'origine de la vie. Par sa respiration, il alimente une ressource rare et indispensable, l'eau potable, il régule le climat et capte 30% du dioxyde de carbone de l'atmosphère, il fournit 50% de l'oxygène que nous respirons et des protéines à la moitié de l'humanité. L'Océan est un formidable réservoir d'espèces les plus diverses, de toutes tailles, adaptées aux conditions les plus extrêmes. Il est la nouvelle frontière de l'humanité : avec les deux tiers de la surface de notre planète trop mal connus, il ouvre de vastes espaces à découvrir pour construire le futur de l'humanité.

L'économie maritime est l'un des atouts majeurs pour l'avenir de notre pays avec ses 305 000 emplois directs, ses 65 milliards de valeur de production, ses professionnels reconnus partout dans le monde, sa résilience à la crise en Europe, ses conquêtes à l'international, ses acteurs à la pointe de nombre de combats aussi bien sur le plan du développement durable que de l'emploi, ses leaders engagés dans l'émergence des grandes filières du futur, des Energies Marines Renouvelables aux grands fonds marins en passant par les biotechnologies.

L'Océan est enfin un enjeu géopolitique de sécurité et de sûreté, de lutte contre les trafics et de défense de nos intérêts vitaux.

Alors que la France est responsable du deuxième espace maritime mondial, distribué sur toute la surface du globe, la mer ou l'Océan ne sont pas apparus dans les priorités affichées par le gouvernement, ni au travers de la première liste de ses ministres, ni même par le maintien d'un ministère délégué. Nous déplorons le symbole. Nous saluons la nomination de Frédéric Cuvillier comme secrétaire d'Etat, mais nous attendons d'un gouvernement de combat qu'il soit doté des moyens d'une véritable politique ministérielle de la mer :

- Qu'il prenne les décisions urgentes dont les professionnels maritimes français ont besoin pour avancer et faire gagner notre pays : piraterie, sécurité des approvisionnements de la France en produits énergétiques, choc de simplification administrative, engagement sans faille pour les Energies Marines Renouvelables, schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine, plus grande lisibilité dans les dispositions réglementaires et légales, sans oublier les nombreux dossiers particuliers inexplicablement en souffrance ;
- Qu'il oriente la recherche nationale et l'expertise scientifique vers ce formidable potentiel qui est à notre portée, en plaçant la mer au cœur des priorités publiques de recherche et en soutenant les initiatives privées d'innovation ;
- Qu'il renforce notre action de sensibilisation afin d'associer le grand public, et nos efforts d'éducation à la mer et à ses richesses pour convaincre les jeunes générations de se tourner vers l'océan, ses métiers et sa protection ;
- Qu'il s'engage au plan international pour la sauvegarde de l'Océan malade, confronté au changement climatique, acidifié par l'activité humaine, mis à mal par des surexploitations, des mauvaises exploitations et le braconnage des ressources halieutiques, saturé par les fontes de glace aux pôles, envahi par des macropolluants qui s'agglutinent et génèrent des « continents » de plastique en haute mer, et par une pollution microscopique ou chimique qui prend une ampleur inquiétante sur nos côtes ;
- Que, plus généralement, il s'appuie sur l'énorme potentiel que représente la mer au travers d'un dispositif de gouvernance qui mette en œuvre les objectifs et les actions décidés dans le cadre d'une politique mer et littoral arrêtée sans plus attendre au profit des acteurs du monde de la mer, de l'ensemble de la société française de métropole et d'outre-mer, et de toute la communauté internationale.

L'Océan est l'avenir de la terre, aujourd'hui comme demain : il doit être un front majeur pour un gouvernement de combat comme il est déjà le nôtre.

Jean-Louis BAL, Président du Syndicat des Energies Renouvelables, **Eric BANEL**, Délégué Général d'Armateurs de France, **Patrick BARAONA**, Directeur du pôle Mer Méditerranée, **Eric BARRAULT**, Président du groupe ENA-Marine, **Catherine CHABAUD**, Présidente de l'association Innovations Bleues et membre du Conseil Economique Social et Environnemental, **Patrick CHEVRE**, Administrateur Territorial, **Françoise DOULAZIEL**, directrice adjointe de l'Institut Maritime de Prévention, **Dominique DUVAL**, Aquaculteur, **Ariel FUCHS**, Directeur exécutif de SeaOrbiter, **Françoise GAILL**, directeur de recherches CNRS, **Dr Cécile GASPARD**, Présidente de l'association TE MANA O TE MOANA, Polynésie Française, **Antoine GITTON**, Avocat à la Cour, Chargé d'enseignement de propriété intellectuelle à l'Université de Nanterre Paris Ouest La défense, **Yves HENOCQUE**, Membre

fondateur de LittOcean, **Michel HIGNETTE**, Président de l'Union des Conservateurs d'Aquariums, **Eric GAVOTY**, association Neoline, **Nicolas IMBERT**, Directeur de Green Cross France et Territoires, **Frédéric MONCANY de SAINT-AIGNAN**, Représentant des pilotes maritimes de France métropolitaine et des Outre-mers, **Christophe LEFEBVRE**, Conseiller international de l'UICN pour les océans, **Gaëll MAINGUY**, Directeur de S.A.P.I.EN.S, **Hervé MOULINIER**, Vice-Président du Pôle Mer Bretagne Atlantique, Président de l'ENSM, **Yves PELISSIER**, Journaliste, **Eudes RIBLIER**, Président de l'Institut Français de la Mer, **Jacques ROUGERIE**, Président fondateur de SeaOrbiter et Fondation Jacques-Rougerie Espace-Mer Institut de France, **Laurent SASSIER**, Directeur d'investissement, **Paul TOURRET**, Directeur d'ISEMAR, **Romain TROUBLE**, Secrétaire Général de TARA Expéditions, **Francis VALLAT**, Président du Cluster Maritime Français et de l'European Network of Maritime Clusters, **Philippe VALLETTE**, Président du Réseau Océan Mondial, **Benoit VIDAL-GIRAUD**, Consultant-expert de la filière produits de la mer, **Franck ZAL**, Président Directeur Général d'HEMARINA

Le laboratoire de la Blue Society a pour ambition d'inventer et d'identifier les initiatives basées sur l'océan qui permettront de trouver des solutions d'avenir répondant aux besoins de l'humanité. Ces initiatives pourront être à l'origine de nouvelles richesses, être sources d'une meilleure qualité de vie, tout en permettant de préserver, de restaurer et de maintenir les écosystèmes marins.

La Blue Society vise à la promotion de l'économie maritime de demain, à l'utilisation responsable et durable des ressources marines ainsi qu'au développement de technologies innovantes et de nouveaux produits en s'appuyant sur l'immense potentiel que nous offre l'océan mondial. Son objectif est de répondre aux besoins présents et futurs de la société dans un esprit de croissance "positive".